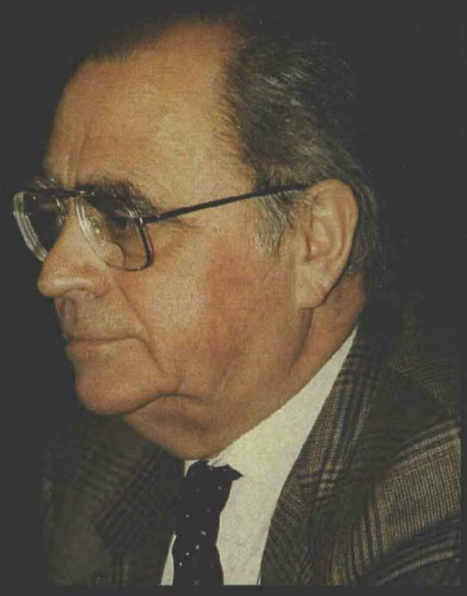
Vendredi
L'hebdomadaire des Socialistes
Cinquième année - N° 187 - Vendredi 7 mai 1993 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F

L'HONNEUR D'UN HOMME



« Je rends juges les Français du grave avertissement que porte en elle la mort voulue de Pierre Bérégovoy »

François Mitterrand

Coll. Fondation Jean Jaurès

Votre courrier

C.O.N.T.I.N.U.E.R

Comment ne pas être bouleversé devant ce vide qu'il nous laisse à comprendre, chacun seul avec sa conscience, et je dirais presque, son engagement.
Il est probable qu'il ne soit pas uniquement mort pour lui, mais c'est un peu de nous-mêmes qui est parti trop brusquement. Une page est tournée, désormais, de la façon la plus tragique, sans que nous n'en ayons encore conscience.
S'il y avait un signe, seulement un petit signe, pour comprendre le pourquoi du geste désespéré. Mais non, il n'y a rien. Et nous sommes seuls.
Ce soir du samedi 1er mai 1993, j'ai appris la nouvelle dans ma voiture alors que je rentrais chez moi, après avoir passé une partie de la journée à l'hôpital. Quelques heures auparavant, dans une petite salle faiblement éclairée, une simple militante venait de mettre au monde un petit garçon prénommé Pierre-Etienne.
Le fil ténu de l'aventure humaine continuera, j'en suis sûr, d'être tiré par le destin, mais également par notre volonté commune.

LAURENT COMBAUD
Evry (91).

Il est parfois des fardeaux trop lourds, seul, à porter.
Il est parfois des vérités que l'on refuse, jusqu'au bout, d'accepter.
Et l'on écrit ces mots à la lueur opaque, les larmes de son âme.
Ces mots qui nous appartiennent, et que l'on souhaiterait tant partager.
Comme son fardeau.
Comme ses vérités.
Comme son âme.
Comme ses larmes.
Mais on les conserve, trop souvent, prisonniers.

Il est de moments de sa vie où tout paraît se déliter.
Où toutes nos certitudes semblent, d'un coup, s'effondrer.
Instants cruels de remises en cause, où tant de facteurs se conjuguent, dans l'unique but de nous tourmenter.

Pardonne-moi, Pierre, l'audace de ma familiarité.
Mais combien je t'en veux de n'avoir pu hier, comme moi ce soir, sur une feuille de papier t'apaiser !
Combien je t'en veux de lui avoir préféré ce pistolet !
Combien aussi, une fois encore, j'approuve ton action,
Même si elle était désespérée.
Puisque c'était ton choix.
Une dernière fois.
Ton choix de Liberté.

Puisse-tu avoir trouvé la Paix !

CHRISTOPHE SANTINI
Suresnes (92).

C.O.M.M.E L.U.I

Qui nous empêchera de penser que c'est aussi le cri de la révolte, d'une immense tristesse et du refus d'être avili par un système que de nombreux politiques juges et médias ont dévoyé, perverti et déshumanisé ?
Car cessons de nous payer de mots. Justice et médias n'ont jamais été et ne sont pas encore indépendants. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que tous le veuillent. Refusons à ceux-là le droit aux commentaires et l'affliction hypocrite face à un geste qui les accuse.
Quant à nous tous qui, comme Pierre Bérégovoy, sommes convaincus de la mission humaniste de la gauche, qui nous sommes battus, qui -pour certains- ont douté, notre ami nous donne une raison supplémentaire de rejeter le renoncement et de continuer à se battre. Comme il le faisait. Honnêtement. Dignement. En respectant autrui, et avec efficacité.

BRUNO PINEL
Rambouillet (78).

E.S.P.E.R.A.N.C.E E.T P.O.U.V.O.I.R

Il y a enfin ceci, qu'on repère fort mal, et qu'Emmanuel Mounier relevait déjà de la manière la plus claire : l'homme de gauche, dans l'inconscient des Français, est voué au rêve mais aussi à l'échec. La gauche, dans nos pays latins, reste une aventure romantique, passionnelle et brouillonne. Toute culture de gouvernement lui est interdite. Dans l'attente collective, elle doit échouer tôt ou tard, et son bilan se doit d'être accablant. Elle seule est menacée par l'usure du pouvoir. Aucune réalité, aucune analyse rationnelle ne saurait enrayer ce rite sacrificiel.
1981 : Raymond Barre laisse une hémorragie massive de capitaux vers les banques suisses, deux fois plus de chômeurs qu'à son arrivée, et le même taux d'inflation (14,5%). Il est sacré meilleur économiste d'Europe (ce qui n'entame pas sa souriante modestie). On lui a, lui aussi, reproché l'achat d'une maison dans le Midi : dignement, il s'en justifie par un communiqué de trois lignes et on referme le dossier.
1993 : la presse titre quotidiennement, depuis le début de la campagne électorale, sur le scandale de l'emprunt privé qu'à dû faire Bérégovoy pour acheter son appartement. Il s'en explique, sans doute lourdement, et les médias en rajoutent sur les affaires que traîne le pouvoir socialiste. La gauche est finalement vaincue, laissant, malgré une conjoncture internationale désastreuse, un bilan économique que l'Europe entière nous envie : Balladur annonce doctement un audit apocalyptique. Les militants, les éléphants, les anciens ministres baissent la tête et demandent pardon. Pierre Bérégovoy se suicide.
La rédemption qu'attend notre société politique viendra pourtant d'une réconciliation entre espérance et pouvoir. Elle ne pourra naître que d'une convivialité nouvelle entre l'homme d'Etat et l'homme de la rue, le jour où, nouveaux pélerins d'Emmaüs, ils découvriront, ministre, journaliste ou magistrat, chômeur, exclu ou affamé, étranger de l'Est ou clandestin du Sud, qu'il est dans leur nature profonde d'être solidaire, sur une planète périssable et exiguë où chaque vie, chaque expérience, est unique.
Si désespéré, paradoxal et insupportable qu'il apparaisse, le destin exemplaire du camarade Bérégovoy pourrait en être l'annonce.

JEAN DARROT
La Roche-sur-Foron (74).

S.O.N S.O.U.V.E.N.I.R

Je souhaite que le choc qui nous émeut par la disparition de Pierre Bérégovoy nous donne l'occasion de réagir en surmontant nos clivages.
Que son souvenir nous remplisse d'espoir, nous rende lucides, que notre motivation soit l'expression d'un véritable idéal socialiste.

ANDRE COLOMES
Colomiers (31).

F.I.E.R.S

Le Parti socialiste, dans la continuité de Pierre Mendès France, ne devrait pas mourir, pas plus dans les idées que dans l'incarnation d'hommes (rares) de rigueur, qui ont fait de leur vie une longue route pour des idées généreuses ancrées dans le difficile exercice du pouvoir.
Je suis profondément peinée pour le Parti qu'il a servi, le pays qu'il a essayé de valoriser, pour sa région et sa ville et pour ses proches qui ont pu si longtemps (et encore aujourd'hui) être fiers.

THERESE BASSEZ
Grenoble (38).

N.O.B.L.E.S.S.E D.U C.Œ.U.R

Pour avoir tant donné de sa personne à ceux-là qui ne savent pas différencier le bon grain de l'ivraie, Pierre Bérégovoy ne s'est-il souvenu de ce vers de Musset : "Connaissais-tu si peu l'ingratitude humaine ? Quel rêve as-tu donc fait de te tuer pour eux ?"
Ne savait-il qu'il en est, dans notre espèce, qui n'ont ni bonne conscience ni foi ni âme, et que, pour assouvir leur envie de pouvoir, certains, parmi les arrivistes, forts de savoir qu'un coup de langue peut faire plus de mal qu'un coup de lance, se servent de la puanteur que contiennent les mentalités gangrénées, et en étalent le pestilentiel dans leurs campagnes électorales. En fut-il ainsi de notre part à nous, socialistes ? Non ! Par aucun d'entre nous ! Las, la décence et l'éthique sont désormais de peu de mise en terre française, et le chagrin qu'engendre la perte de cette noblesse du cœur, c'est Pierre Bérégovoy qui l'emportera dans sa tombe.

YVES MICHEL
Maisons-Laffitte (78).

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Thierry Mandon, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lebrun (couv.) ; M. Dewanckel (p. 2) ; A.F.P. (p. 4/5) ; T. Boccon-Gibod / Sipa-Press (p. 6/7) ; D.R. (p. 14) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 142.000 ex.

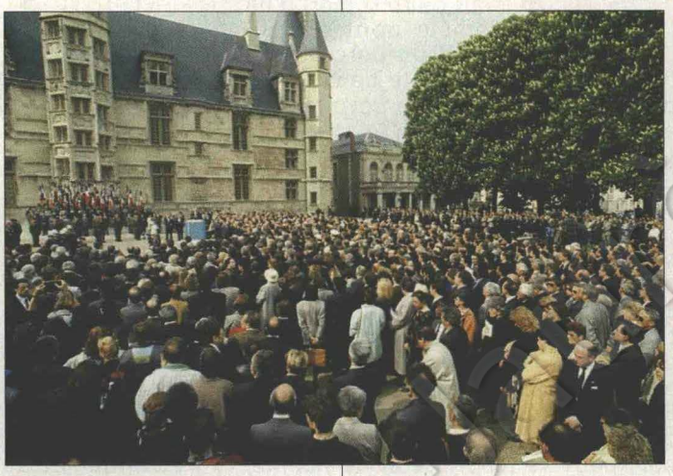
CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE INTERIEURE

La mort de Pierre Bérégovoy

4 • *François Mitterrand à Nevers : l'honneur d'un homme et le chagrin de la France*
• *Béré était notre ami*
5 *Editorial : Michel Rocard*
6 *De l'usine à Matignon, un demi-siècle de fidélité au socialisme*
8 *L'homme du franc, le père Courage*
9 *Sa dernière intervention au comité directeur : "Ne commençons pas par nous déchirer"*
10 *Les déréglements médiatiques*



▲ *"Je parle au nom de la France lorsque je dis, devant son cercueil, qu'avec Pierre Bérégovoy, elle a perdu l'un de ses meilleurs serviteurs, et qu'elle en prend conscience sous le choc d'un drame où se mêlent grandeur et désespoir." (François Mitterrand).*

POLITIQUE INTERNATIONALE

11 *Repenser la défense en Europe : le rôle de la France dans l'OTAN*
12 • *Report des accords de Schengen : l'Europe bloquée aux frontières*
• *Bosnie-Herzégovine : la communauté internationale au pied du mur*

CULTURE

14 • *Post-scriptum*
• *Cinéma : "Pétain"*

INVITE

15 *Pierre Soulages*

Claude Estier

4 mai

Qui peut dire avec certitude ce qui se passe dans la tête d'un homme au moment où il accomplit le geste qui va le précipiter dans la mort ? Saura-t-on jamais, entre toutes les raisons qu'il avait d'être abattu, quelle est celle (ou toutes ensemble ?) qui a déterminé Pierre Bérégovoy, au soir d'une journée ordinaire de député-maire de Nevers, à se saisir d'un revolver, par hasard à sa portée, pour en finir avec la vie, au bord d'un canal qui était l'un des lieux favoris de ses promenades solitaires ? Tout suicide est un mystère.

Abattu, je savais -nous étions nombreux à le savoir et sans doute pas assez attentifs- que Pierre Bérégovoy l'était, et non seulement en raison de l'échec électoral des socialistes qui ne l'avait pas vraiment surpris. Sa nomination à Matignon, en avril 1992, au lendemain d'élections cantonales et régionales qui traduisaient déjà la désaffection de l'opinion à l'égard du PS, l'avait pourtant encouragé à livrer bataille sur quelques points forts qui lui tenaient à cœur : le chômage de longue durée, la lutte contre la corruption, la défense de la monnaie, l'Europe.

Le résultat positif du référendum sur le traité de Maastricht, malgré l'ambiguïté du vote, lui avait donné le sentiment d'une première victoire. Mais la persistance de la récession, la chute des recettes fiscales, aggravant le déficit budgétaire, les attaques répétées contre le franc, la progression irrépressible du nombre des sans-emploi lui enlevèrent bientôt toute illusion. Plusieurs fois, à partir de l'automne dernier, je lui ai entendu dire : "C'est trop tard !"

Le destin de celui que nous appelions familièrement "Béré" a été, en effet, celui d'une longue attente avant d'accéder à la haute fonction qu'il ambitionnait et pour laquelle il était convaincu, avec raison, qu'il possédait les compétences nécessaires. Il l'avait espérée, dès mars 1983, et ce fut Pierre Mauroy qui resta. Il y avait cru, en juillet 1984, lorsque Laurent Fabius lui fut préféré. Il y songeait à nouveau, en 1988, tout en sachant que Michel Rocard était davantage en situation. Quand, enfin, ce fut son tour, après Edith Cresson, il s'engagea de toutes ses forces, avec la volonté qu'il mettait en tout, dans cette mission impossible.

Contre l'adversité politique, il était protégé par une longue vie de militant venu de l'usine, du chemin de fer et du syndicalisme pour déboucher, à la fin des années 50 -c'est à ce moment que je l'ai connu-, dans la lutte contre la guerre d'Algérie puis dans les aléas de la reconstruction de la gauche. Mais cet homme, qui était d'abord honnêteté et rigueur en même temps que fidélité à ses convictions, a été profondément atteint par les attaques personnelles faites d'insinuations, de rumeurs, de plaisanteries de mauvais goût à propos d'un prêt pour l'achat d'un appartement qui aurait pu être la démonstration que la politique ne l'avait pas enrichi. Ceux qui ont colporté ainsi la calomnie -je pense bien sûr à certains médias- n'ont pas mesuré à quel point Pierre Bérégovoy en était blessé.

Peut-être nous-mêmes ne l'avions pas suffisamment mesuré. Car, de son côté, s'il évoquait fréquemment cette blessure au cours de réunions privées, il s'efforçait de ne pas la laisser apparaître publiquement dans le feu de la bataille électorale qu'il mena avec énergie jusqu'au dernier jour. Je l'ai vu, le soir du 28 mars, auprès de François Mitterrand, à l'Elysée. C'était pour lui la fin d'une collaboration de vingt ans. Il était triste, comme nous l'étions tous, mais il n'exprimait ni amertume ni ressentiment.

Il participa encore au comité directeur du 3 avril, dont il n'apprécia pas le déroulement. Mais il était déjà ailleurs, soudain désœuvré, ramené à ses pensées intimes, n'évoquant devant les amis rencontrés que l'injustice des jugements portés sur son action gouvernementale. Tous lui répondaient qu'avec un peu de temps, l'histoire lui rendrait raison. Pourquoi le 1er mai, à 18 heures, prenant chacun au dépourvu, a-t-il pensé qu'il ne pouvait pas, qu'il ne voulait pas attendre ? C'est le secret qu'il emporte aujourd'hui dans la tombe.

François Mitterrand à Nevers
l'honneur d'un homme et le chagrin de la Fran

« Je parle au nom de la France lorsque j'exprime ici le chagrin que nous cause la mort d'un homme dont chacun savait ou percevait la qualité, qualité rare faite de courage, de désintéressement, de dévouement au bien public.

Je parle au nom de la France lorsque je dis devant son cercueil qu'avec Pierre Bérégovoy, elle a perdu l'un de ses meilleurs serviteurs et qu'elle en prend conscience sous le choc d'un drame où se mêlent grandeur et désespoir. La grandeur de celui qui choisit son destin, le désespoir de celui qui souffre d'injustice à n'en pouvoir se plaindre, à n'en pouvoir crier.

Et je parle au nom de ses amis pour dire qu'ils pleurent un homme intègre et bon, pétri de tendresse et de fidélité, à la fois préparé à subir les épreuves que réserve le combat politique, et fragile quand ce combat dévie, change de nature, et vise au cœur.

Sa tradition à lui était celle d'un enfant pauvre, fils d'un père émigré devenu ouvrier d'usine, et d'une mère ouvrière aussi, qui tint ensuite un petit commerce dans un quartier populaire.

Il a connu la chance irremplaçable d'une famille unie auprès de ses parents d'abord, dans son propre foyer ensuite, où l'on apprenait et où l'on pratiquait la simple vertu d'une vie qui se gagne à force de travail, de constance et d'études, où rien n'est jamais donné.

Il a suivi l'itinéraire qui va du certificat d'études au CAP d'ajusteur technique, des cours du soir aux examens professionnels, aussi bien à la SNCF qu'au Gaz de France. Il a franchi, de degré en degré, en passant par la Résistance, le syndicalisme et l'action politique, les étapes qui l'ont conduit à cette maîtrise du savoir et du style qui lui ont permis d'exercer les plus hautes charges du pays, dont il était justement fier.

Nombreux ont été les hommages rendus à Pierre Bérégovoy par ceux de ses adversaires politiques qui respectaient sa personne et mesuraient l'importance de son œuvre. Qu'ils en soient remerciés, et remerciée également leur présence parmi nous.

Mais, si l'on s'éloigne de nos débats intérieurs, cela fait du bien d'entendre aussi, et de lire, ces appréciations venues de l'étranger et qui disent que Pierre Bérégovoy mérite l'admiration pour avoir, je cite ici le "New York Times", "accompli quelque chose d'extraordinaire : renforcer, rouvrir l'économie française au point que les comptes de la nation apparaissent en meilleure santé que ceux de l'Allemagne, par exemple."

Thème repris par le journal allemand "Frankfurter Allgemeine Zeitung", qui ne ménage pas son admiration. Je cite encore, pour cet homme qui, n'ayant pas fréquenté les écoles d'élite, a réussi à s'imposer comme une autorité dans le monde. Ce à quoi le directeur général du Fonds monétaire international ajoute : "Pierre Bérégovoy comptait parmi le petit nombre pouvant prétendre avoir réussi à gagner le respect international et la crédibilité pour la monnaie de son pays. Et c'est l'OCDE qui parlait à son propos d'une performance exceptionnelle de la France, le "Wall Street Journal" qui consacrait une publication entière à ce qu'il appelait "ses succès".

Il semblait à Pierre Bérégovoy avoir accompli tout ce qui dépendait de lui, tout ce qui relevait des moyens de la France pour restaurer les équilibres nécessaires à notre économie. Mais il ne pouvait empêcher que ce qui ne dépendait pas de lui, au fort de la crise qui secoue le monde occidental, continuât de frapper



Béré était notre ami, notre camarade, nous ne saurons pourtant jamais quelle épreuve est venue s'ajouter à ses doutes, ses angoisses ou ses chagrins pour qu'il décide d'arrêter là son chemin, ce 1er mai 1993.

Que dire après le suicide de Pierre Bérégovoy, nous qui fumes ses compagnons d'idéal, nous qu'il a choisi de laisser poursuivre, sans lui, le terrible mais noble engagement politique ? Qui peut affirmer avec certitude ce qui a enclenché ce geste de dignité, de liberté et de révolte ? Quand le flot des souffrances l'emporte sur les forces de vie, le respect s'impose et le silence.

Nous garderons, pour nous, son sourire en coin, son regard toujours bienveillant, sa poignée de main attentive, mais aussi sa patiente pédagogie, sa rigueur sourcilleuse et son sens de l'Etat, courageux voire opiniâtre. Il a emmené son secret, nous restons avec notre peine et les interrogations qui nous assaillent jusqu'à l'obsession.

Quand l'un des siens décide de la quitter, la société n'en reste pas indemne et ses amis moins encore que les autres. L'hommage unanime rendu à Béré, l'intense émotion et la reconnaissance hélas posthume de son immense travail, nous font honneur. Comme nous ont atteints les attaques portées contre lui parce qu'il était lui, mais aussi l'un des nôtres. Pouvons-nous accepter que les coups les plus cruels soient toujours dirigés contre la gauche ? Comment la laisser perdre ainsi un de ses enfants qui était son honneur ? C'est à nous de dénoncer et de la protéger contre ceux que le président a désignés comme "les chiens" et dont nous savons bien à qui les mœurs barbares sont réservées. L'alternance "douce" dont se félicitent certains n'est que le retour à leur ordre des choses, la droite au pouvoir.

Le geste de Béré n'appelle-t-il pas la gauche à se réconcilier avec elle-même pour se défendre mieux dans l'éternel procès en légitimité au pouvoir qui lui est fait encore ? A nous désormais de "chercher à comprendre" et surtout à agir.

L.C.-S.

ce



les Français, et il ne se résignait pas au chômage, à la pauvreté, à la peine des simples gens. Se souvenant de sa propre jeunesse, il en souffrait durement.

Mais, toujours et partout, il est resté fidèle à ses choix. Ses origines, son milieu l'avaient naturellement porté à militer au sein du mouvement socialiste. Son expérience des luttes sociales, le mûrissement de sa propre pensée, l'ont ancré dans la conviction que là était sa voie, là était son devoir. Il n'en a plus bougé. Soucieux de concilier les obligations du réel et les aspirations de l'idéal qui l'animait, et que partagent tant des nôtres.

Formé à l'école de Pierre Mendès France, il m'a prêté son grand talent. Plus de vingt ans de travail en commun à la direction du Parti socialiste d'abord, secrétaire général à la présidence de la République, puis membre du gouvernement, ministre des Affaires sociales, ministre de l'Economie et des Finances, enfin premier ministre, son action m'autorise à redire aujourd'hui la capacité de l'homme d'Etat, l'honnêteté du citoyen qui a préféré mourir plutôt que de subir l'affront du doute.

Toutes les explications du monde ne justifieront pas qu'on ait pu livrer aux chiens l'honneur d'un homme et, finalement, sa vie, au prix d'un double manquement de ses accusateurs aux lois fondamentales de notre République, celles qui protègent la dignité et la liberté de chacun d'entre nous.

L'émotion, la tristesse, la douleur, qui vont loin dans la conscience populaire depuis l'annonce de ce qui s'est passé samedi en fin de journée près de Nevers, sa ville, notre ville, au bord d'un canal où il était souvent venu goûter la paix et la beauté des choses, lanceront-elles le signal à partir duquel de nouvelles façons de s'affronter tout en se respectant donneront un autre sens à la vie politique ? Je le souhaite, je le demande et je rends juge les Français du grave avertissement que porte en elle la mort voulue de Pierre Bérégovoy.

Nous sommes autour de vous, Madame, autour de vos enfants, du cercle de famille, avec le sentiment déchirant de ne pouvoir que vous accompagner sur le chemin qui reste à faire. Un signe, un regard, une certaine façon de se taire pour penser ou prier, le culte du souvenir et l'honneur d'être vos amis, voilà bien tout ce que nous possédons pour vous aider à vivre l'absence, l'insupportable, incompréhensible absence. Mais avec nous, voyez cette foule, avant-garde des millions de Français qui, dans tout le pays, partagent notre douleur. Voyez Nevers, voyez la Nièvre, toutes opinions confondues, qui viennent à vous, qui vous retrouvent et qui vous aiment.

J'ai moi-même tant et tant parcouru ces chemins et je reconnais la vieille terre fidèle où il va reposer. Et je pense à ces derniers mots du grand savant Jacques Monod, que chacun répète en soi-même jusqu'à la fin : "Je cherche à comprendre." ■ 99

Inconsolables

Victor Hugo écrivait un jour à un ami dans la douleur : "Tout le monde sait ce que c'est que souffrir, personne ne sait ce que c'est que consoler." Pierre en a renouvelé l'expérience cruelle, lui qui a tant souffert et si injustement, et qu'aucun d'entre nous n'a su consoler.

Mais savoir les grands chagrins inconsolables n'empêche pas de renvoyer chacun à sa méditation, sorte de culpabilité rétrospective, impuissante et douloureuse, celle que je ressens pour l'avoir vu longuement la semaine dernière et n'avoir pas su déceler, derrière ses conseils et ses encouragements, la profondeur du désarroi. Bien sûr, je l'ai trouvé atteint, amer, mais j'ai compris trop tard combien son attitude portait peu de détachement et beaucoup de pudeur.

Je le voyais affable, il était mortifié. Je le voyais souriant, il était déchiré.

Son geste nous rappelle tous à l'ordre.

Nous, socialistes, il nous appelle à reprendre l'action, dans l'unité, vers l'avenir, en ayant toujours présente à l'esprit l'image de ce que peuvent faire l'injustice et l'excès. C'est le plus puissant des messages que Pierre a adressé à chacun d'entre nous.

A chacun d'entre nous, donc, d'en pénétrer le mystère, d'en méditer l'enseignement et de garder vivant, tribut de fidélité et gage d'affection, le souvenir de celui qui sut être simplement et ensemble homme d'Etat, homme de gauche, homme de cœur.

M. Rocard

REACTIONS... REACTIONS... REACTIONS... REACTIONS...

MARIE-CLAIRE MENDES FRANCE

"Pierre Mendès France avait Pierre Bérégovoy en grande estime. C'était un vrai militant. La hargne, la cabale, la calomnie à propos de l'affaire Pelat, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase."

JACQUES DELORS

La mort de Pierre Bérégovoy "est un drame humain et une tragédie politique." Saluant "un homme d'honneur, un homme d'Etat, un grand dirigeant politique", Jacques Delors a affirmé que Pierre Bérégovoy avait vécu ces derniers mois "presque un calvaire, non seulement à cause des attaques personnelles, mais parce que sa politique était remise en cause, y compris parfois même par ses pairs... Un peu de retenue ne nous ferait peut-être pas de mal aux uns et aux autres et rapprocherait les Français de l'intérêt général de la démocratie."

LIONEL JOSPIN

"Je me sens profondément atteint par le geste de Pierre Bérégovoy, tant il exprime de désespoir, de révolte et de solitude. Je garde le souvenir du compagnon socialiste, du militant ouvrier devenu homme politique par un mouvement de formation personnelle et d'affirmation de soi qui l'a mené jusqu'au sommet de l'Etat. Il y a affirmé sa capacité, il en a épousé, et sans doute subi, les contraintes, lui qui voulait tant rester fidèle à ses racines."

PIERRE MAUROY

avait reçu une lettre de Pierre Bérégovoy, deux jours avant sa mort : "Il me disait combien son gouvernement avait bien commencé et comment tout cela s'était mal terminé... Manifestement, il en était très affecté. Il avait été la cible de beaucoup d'attaques injustes et personnelles et je sais qu'en homme d'honneur, il en a beaucoup souffert. Dans ces instants tragiques, devant le destin d'un ouvrier promu aux plus hautes fonctions de l'Etat, chacun peut mesurer la servitude de l'homme public au service de la grandeur de son pays et sa nécessaire abnégation."

LAURENT FABIUS

"Il y a des mots, des caricatures, qui ont la puissance des balles. Ce n'est pas la défaite électorale qui l'a tué -elle fait partie de la vie politique elle-même et Pierre était un combattant- c'est l'injustice et la permanence des attaques."

CATHERINE LALUMIERE

"Pierre Bérégovoy incarnait pour moi la maîtrise de soi, le travail et la rigueur. Ce geste terrible fait réfléchir sur la dureté de la vie politique mais aussi sur ce qu'est un être humain, sa vulnérabilité, se sensibilité, sa solitude. Pierre Bérégovoy voulait être un homme de bien en tous domaines. Certaines critiques lui étaient, plus qu'à tout autre, insupportables."

de l'usine à Matignon, un demi-siècle de fidélité au socialisme

Militant syndicaliste et socialiste, Pierre Bérégovoy a gravi tous les échelons professionnels et politiques pour devenir premier ministre. Un exemple d'autodidacte rare dans la classe politique. Tout au long de sa vie, l'ancien ouvrier est resté fidèle à ses convictions.

"Mon honneur m'est plus cher que ma vie." Pierre Bérégovoy est mort d'avoir fait siens ces mots de Cervantes. Dans le Nivernais, sa terre d'adoption, il a mis fin à son destin hors-pair et tragique, d'un geste désespéré, le 1er mai, le long du canal de la Jonction. Insolite coïncidence puisque, dans la langue russe, Bérégovoy signifie "l'homme de la berge"...

Ce destin exceptionnel avait fait du modeste ajusteur-fraiseur un premier ministre, en couronnement de près d'un demi-siècle passé au service du socialisme. A force de travail, de volonté et de militantisme, cet autodidacte d'extraction ouvrière s'était forgé sa place au sein d'un milieu politique de plus en plus policé par les grandes écoles. Pierre Bérégovoy à Matignon, c'était la roture au sommet de l'Etat. Même à gauche, le symbole n'était pas banal. Au point qu'il forçait le respect. Personne, y compris à droite, n'a jamais contesté à Pierre Bérégovoy ses compétences économiques et sociales acquises pourtant sur le tas.

DE L'USINE A LA RESISTANCE

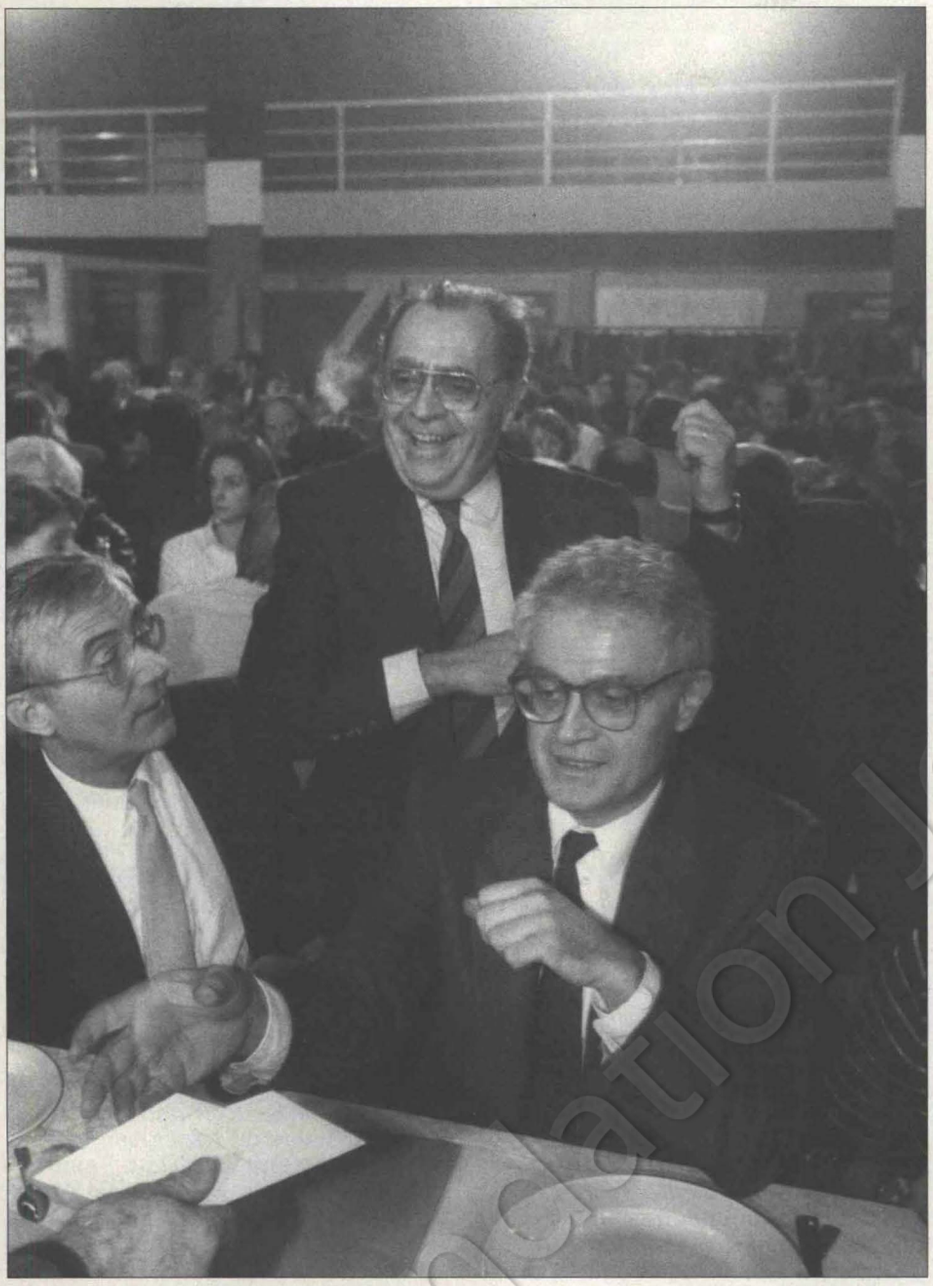
Né en 1925 à Déville-lès-Rouen d'une mère normande et d'un père d'origine ukrainienne, il connaît une enfance pauvre mais point malheureuse. Pendant que ses parents travaillent à leur épicerie, il est élevé par sa grand-mère avec ses deux frères et sa sœur. Ses camarades de classes gardent de lui le souvenir d'un "bosseur", passionné par la littérature. Un certificat d'études et un CAP d'ajusteur en poche, il découvre le monde du travail comme fraiseur dans une usine d'Elbeuf. Au bout de six mois, il change d'aiguillage pour entrer à la SNCF. "On travaillait cinquante six-heures par semaine, avec un jour de congé, raconte son ami Roger Dutot (1). On faisait tout, les biftons, le poinçonnage, la réception des colis, on nettoyait le bureau, on lavait les glaces." Bref, la condition ouvrière, le jeune Pierre la vit au quotidien. Autre épreuve : la guerre. "Comme tout le monde dans les Chemins de fer, j'ai fait un peu de Résistance", reconnaîtra-t-il, modeste, plus tard. Il participe à la bataille du rail et s'engage dans les FFI en 1944.

Après la guerre et la mort de son père, Pierre Bérégovoy cherche à améliorer sa situation professionnelle pour aider sa mère qui doit élever trois enfants. Il se lance dans le syndicalisme, à la CGT puis à FO. En 1946, il adhère à la SFIO. Il entre en socialisme, sa deuxième famille, qu'il ne quittera plus. En 1950, il est embauché comme agent technico-commercial au GDF. Il en gravira tous les échelons pour devenir chargé de mission en 1978.

Il fait partie de ces militants traumatisés par la politique algérienne de Guy Mollet et qui, en 1958, fondent le PSA, composante du futur PSU. Dans l'ombre d'Alain Savary, d'Edouard Depreux, de Michel Rocard, il continue d'apprendre. Surtout de la part de Pierre Mendès France, dont il dira : "Il m'a donné le goût de la rigueur et de la réflexion. Je ne compte plus ses marques d'intérêt et d'affection. J'y ai puisé un peu d'audace et la sérénité qui apporte la bonne conscience." (2)

1965 : le PSU accorde son soutien du bout des lèvres à Mitterrand lors de l'élection présidentielle. Pierre Bérégovoy est partisan d'un appui sans restriction. Il est conscient que l'isolement dans lequel s'enfonce le PSU est suicidaire alors que le rassemblement de la gauche commence à prendre tournure dans le cadre de la FGDS. En 1967, il quitte donc Rocard et ses amis pour





▲ *Banquet républicain, Château-Chinon, 1985.*

▼ *Au Congrès du Parti socialiste, Nantes, 1977.*



animer des clubs et s'intégrer à la dynamique naissante sous la houlette de Mitterrand. Deux ans plus tard, avec Alain Savary, il rejoint le nouveau Parti socialiste. A Epinay, l'ancien cheminot ne s'accroche pas au wagon qui mène François Mitterrand vers la victoire. Il fait partie des minoritaires fidèles à Savary et Mollet. Le nouveau patron du PS ne lui en tient pas rigueur, puisque Pierre Bérégovoy fait partie des négociateurs du programme commun (1972).

TRAVAIL ET CLARTE

A l'issue du congrès de Grenoble, il intègre la majorité mitterrandiste et entre au secrétariat national, chargé des affaires sociales. Ses principales qualités ? "Son goût pour le travail et la clarté, répond Jean-Marcel Bichat, l'assistant parlementaire de François Mitterrand et le collaborateur de Pierre Bérégovoy dans les années 70. Il savait démêler les problèmes et les expliquer avec limpidité."
Pierre Bérégovoy joue un rôle central dans l'actualisation du programme commun. Il est l'un des principaux interlocuteurs des communistes qui ont décidé de rompre l'union de la gauche. François Mitterrand a détecté en lui un négociateur habile, alternativement patelin et intransigeant. "Pierre Bérégovoy a conduit les négociations de façon incomparable, avec un grand souci de conciliation et une égale fermeté", jugera François Mitterrand.
En quelques années, il vient de gagner ses galons auprès du patron du PS. Il constitue un des piliers du dispositif qui permet à François Mitterrand de remporter la victoire historique du 10 mai 1981. Dès le 11 mai, il est chargé par le président de la République de former une antenne présidentielle qui a pour but d'organiser la passation des pouvoirs, de préparer les premières mesures et d'entretenir des contacts avec les différents milieux diplomatiques, économiques et sociaux. François Mitterrand fera ensuite de lui le secrétaire général de l'Elysée avant de le nommer, en 1982, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.

ENFIN A MATIGNON

Dans le débat sur la politique économique, en 1983, Pierre Bérégovoy s'oppose à Pierre Mauroy : "J'étais partisan d'une sortie du système monétaire européen avec une politique de rigueur extrêmement dure." (3) François Mitterrand tranche en faveur de son premier ministre. Après des tentatives d'enracinement politique infructueuses en Corrèze et à Maubeuge, Pierre Bérégovoy est élu maire de Nevers en 1983. Mais, dans les palais officiels, il se prend à rêver de Matignon.
En 1984, à l'annonce de la nomination de Laurent Fabius comme premier ministre, il lâche avec dépit : "Mitterrand ne m'a pas choisi cette fois, ce ne sera plus jamais mon tour." (4) Il est tout de

même promu ministre de l'Economie et des Finances. En 1988 et en 1991, il vise toujours Matignon, mais le président lui préfère Michel Rocard puis Edith Cresson. Après avoir été le directeur de la campagne présidentielle de François Mitterrand, Pierre Bérégovoy revient aux Finances où il continue à se forger une image de père la rigueur et de défenseur intraitable du franc fort. Se souvenant de ses racines populaires, il martèle : "Plus d'inflation, c'est toujours un impôt supplémentaire pour les petites gens."

François Mitterrand l'appelle enfin à Matignon, en avril 1992. Mais l'image du gouvernement s'est dégradée depuis le départ de Michel Rocard et la reprise économique n'est pas au rendez-vous. Le nouveau premier ministre sait que le temps lui est compté et qu'il s'avance vers une défaite inévitable. Il ne pourra être l'homme du redressement. Plus grave, il est affecté par deux "affaires". En 1988, l'affaire Pechiney, qui met à nu un délit d'initiés, ne le concerne pas directement mais met en cause son entourage. Puis, au début de la campagne des législatives, il est profondément atteint par la révélation d'un prêt privé sans intérêt que lui a accordé Roger-Patrice Pelat pour acheter un appartement à Paris. La transaction n'est en rien malhonnête, elle apparaît plutôt maladroite de la part d'un responsable public. L'affaire est exploitée par la presse : le soupçon est jeté. Il hantera Pierre Bérégovoy jusqu'à la fin.

LES CONVICTIONS ET L'HONNEUR

Durant les dernières semaines qu'il passe à Matignon, les attaques outrancières de la droite sur sa politique économique et certaines critiques issues de son propre camp blessent un homme qui s'estime victime d'une injustice flagrante.

La déroute des élections législatives l'accable. "Il avait l'impression que son œuvre n'était pas reconnue, témoigne Jean-Marcel Bichat. Les derniers jours, il ressassait sans cesse la défaite dont il se sentait, personnellement, en grande partie responsable." Pas même l'affection de ses amis, qui l'incitent à voyager, et de sa famille unie ne parviennent à l'extraire de la dépression dans laquelle il s'enfonce. Il devait rencontrer François Mitterrand lundi.

Mais, le 1er mai, l'homme honnête ne supporte plus la pesanteur du soupçon et le militant de gauche l'obsession de la défaite électorale. Il choisit de se mettre en paix avec sa conscience. Un sacrifice prouvant que, contrairement aux idées reçues, les convictions et l'honneur guident encore les hommes politiques.

Jean-Pierre Bedeï

(1) "Journal du Dimanche", 5 avril 1992.
(2) "Les Familles du président", Maurice Szafran et Sammy Ketz, Grasset.
(3) "La Décennie Mitterrand", Pierre Favier et Michel Martin-Roland, Seuil, tome 1.
(4) "La Décennie Mitterrand", Pierre Favier et Michel Martin-Roland, tome 2.



L'HOMME DU FRANC

le père Courage

Il était l'homme du franc fort, de la désinflation compétitive. Pierre Bérégovoy restera, pour l'histoire, le père de la modernisation de l'économie française, celui qui lui a permis de se hausser au niveau de l'Allemagne. De tout cela, qu'il soit remercié.

Si la France a su résister à la tourmente de cette fin de siècle, surmonter les conséquences des chocs pétroliers successifs, affronter l'internationalisation de l'économie et peut, mieux que d'autres, aborder le cap du troisième millénaire, c'est, en grande partie, à Pierre Bérégovoy qu'elle le doit.

Homme de gauche, issu du terreau des "petits" et ne l'ayant jamais oublié, il a su comprendre que les plus fragiles, les petits, seraient les premiers à payer le prix fort si la France continuait à se réfugier dans la drogue de l'inflation et des dévaluations successives. Après les décisions "historiques" prises en juin 1982 et mars 1983 par Pierre Mauroy et Jacques Delors (1), il sera, avec eux, de ceux qui auront permis à la gauche de devenir crédible au pouvoir en guérissant la France de son fléau inflationniste. Cette tâche difficile, mais nécessaire, il s'y est converti et s'y est formé "sur le tas", par une intelligence pragmatique et une extraordinaire compréhension de notre société.

Après son passage au ministère des Affaires sociales de 1982 à 1984, il devient ministre de l'Economie en 1984. Il libère les prix et casse les reins de l'inflation : 11,8% en 1982, 5,8% en 1985, 3% dès 1986. Oui, la désinflation compétitive a fait mal au début, mais comme fait mal le remède qui sauve. Décrocher l'évolution des salaires de celle des prix n'était pas populaire à l'époque, mais Pierre Bérégovoy a su assumer l'amertume de cette impopularité-là car il la savait nécessaire : la spirale de l'inflation était un marché de dupes qui remplissait les portefeuilles avec de la fausse monnaie pour mieux les vider ensuite. Le sevrage d'un drogué est toujours dur, mais le monde des salariés a pu sortir de l'enfer, retrouver de vraies augmentations de salaire et ne plus voir fondre une épargne durement acquise.

L'inflation cassée, Pierre Bérégovoy s'est accroché à la défense du franc, coûte que coûte, pour le maintenir, le renforcer et l'accrocher au mark. Il avait prévenu : "Je ne dévaluerai jamais", et il n'a pas dévalué. Non pour on ne sait quelle mystique du franc pour le franc, mais pour tenir bon sur l'emploi, l'emploi des petits. Ne se payant pas de mots, il a eu le courage de l'humilité devant les faits. Voyant que l'état des entreprises françaises était tellement dégradé que nombreuses étaient celles qui ne pouvaient plus embaucher et devaient licencier, il s'est battu systématiquement pour les favoriser, créer des



conditions saines qui leur permettent de conquérir de nouvelles parts de marché, de renouer avec les bénéfices et, donc, avec l'emploi. Lui, le petit qui n'avait en poche qu'un CAP d'ajusteur, il s'est attaqué à la réorganisation des marchés financiers et leur a imposé une marche forcée vers la modernisation : il réorganise la Bourse, les marchés monétaires, la profession d'agent de change.

Toutes ces batailles furent longues, difficiles, éprouvantes. Et amères. Pendant que la France gagnait, jour après jour, sa réputation de meilleure élève de la classe européenne, il y gagna, lui, une réputation de père la rigueur, voire de père fouettard. Encore une fois, durant de longs jours, Pierre Bérégovoy a su assumer l'amertume de cette impopularité-là même si, bien des fois, elle a dû lui faire mal, parce qu'il était "lui".

Mais la crise a rattrapé Béré. L'heure de la récession a sonné dès le dernier trimestre de 1992. Il s'est arc-bouté de toutes ses forces sur la ligne qu'il savait juste, la lutte pour l'Europe, la défense du franc, mais la pression de la crise a été plus forte que sa volonté. Le franc a tenu bon malgré les tourmentes, mais les digues qu'il avait construites ont commencé à céder, une par une.

Lui dont le but était de créer les conditions de l'emploi, il a vu franchir le seuil des trois millions de chômeurs. Le malheur des petits l'a atteint en plein cœur. Pour tenter de les protéger et de relancer la machine économique, lui, le bon gestionnaire des finances publiques, a été contraint de laisser filer le déficit et a vu celui-ci se creuser comme un gouffre sous ses pieds. La crise gagnant encore, le trou du budget, de la protection sociale, de l'Unedic, frôlerait aujourd'hui les 6% du PIB, si l'on en croit les chiffres que s'apprêtait à publier la commission Reynaud, ce lundi.

A tous ces moments, même s'il ne l'était pas, Pierre Bérégovoy a dû se sentir bien seul. Pour tout ce qu'il a su faire, en pensant d'abord à la France, qu'il soit remercié.

Monique Grima



■ JOURNEE NATIONALE D'ACTION, LE 11 MAI ■ POUR LE RETRAIT DU TEXTE SUR LA NATIONALITE

Le gouvernement vient de saisir l'Assemblée nationale d'un projet de loi réformant le Code de la nationalité issu d'une proposition de loi elle-même adoptée à la sauvette par le Sénat, en 1990, à l'initiative de M. Pasqua.

Rien ne justifie une telle mesure alors que le pays est confronté à bien des urgences.

Ce projet remet en cause le droit d'acquérir la nationalité française sans formalités pour les jeunes nés en France de parents étrangers. Il revient ainsi sur un droit reconnu depuis plus d'un siècle et porte atteinte au droit du sol, ce que seul le gouvernement de Vichy avait osé faire.

De surcroît, ce texte interdit l'accès à la nationalité française à certains de ces jeunes sous prétexte qu'ils sont condamnés à des peines, même mineures.

Ces mesures, qui reprennent pour l'essentiel les propositions de la commission Marceau Long, constituent une discrimination inacceptable, renforcent l'exclusion de jeunes dont on prétend par ailleurs assurer l'intégration et les exposent à un bannissement du pays où ils sont nés et où ils vivent.

Ce texte est dangereux. Il contribue, avec d'autres mesures, à mettre en cause la cohésion sociale et civique de ce pays.

C'est pourquoi nous demandons son retrait pur et simple. Nous appelons à une journée nationale d'action, le 11 mai, et nous soutenons toutes les initiatives prises sur ces bases.

Appel signé par : Parti socialiste, SOS, LDH, PC, MRG, FSU, CNPM, CNAFAL, Léo-Lagrange, Mouvement des citoyens.

SA DERNIERE INTERVENTION AU COMITE DIRECTEUR : "NE COMMENÇONS PAS PAR NOUS DECHIRER"



"Je n'avais pas prévu de prendre la parole devant ce comité directeur, puisqu'il a été convenu que nous aurions l'occasion de débattre des causes et des responsabilités de l'échec cuisant que nous avons connu les 21 et 28 mars.

Moi aussi, comme Henri Emmanuelli, j'éprouve beaucoup de tristesse devant le nombre de camarades qui ont été battus et je dois dire que je trouve injuste que l'on en fasse porter la responsabilité principale à la direction du Parti. Les gouvernements, et le mien en particulier, ont naturellement des responsabilités. J'ai dit que je les assumerais et je les assumerai dans le débat collectif qui sera le nôtre.

Aujourd'hui, il me semble utile de rappeler qu'en onze mois et quelques jours, il ne nous a pas été facile de gouverner, ayant eu d'abord à faire ratifier le traité de Maastricht précédé par une révision constitutionnelle. Et qu'à partir du non danois, la situation économique et monétaire de l'Europe s'est considérablement dégradée. Je ne dis pas que cela explique tout mais cela justifie en partie les difficultés nées au cours des derniers mois ; les ministres qui ont travaillé avec moi, de toutes tendances confondues, les ont assumées et je les en remercie.

Avec le groupe parlementaire socialiste et le Parti socialiste, les relations ont été également constantes et nous nous sommes efforcés, peut-être l'avez-vous remarqué au cours des dernières semaines de la session parlementaire, de tisser avec le groupe parlementaire communiste des liens plus étroits qui ont pu être utiles ici ou là.

Mais le débat était parfaitement posé par Jean-Pierre Chevènement et je crois que c'est autour de cette question principale qu'il faudra, en effet, se déterminer. Nous développons une économie ouverte dans une Europe elle-même ouverte aux vents de l'extérieur. Et, à partir de là, les contraintes l'ont en effet emporté sur tout le reste.

Fallait-il faire autrement ? C'est une question qui a été posée. Nous aurons donc à en débattre mais je ne vois pas en quoi la direction du Parti socialiste serait plus responsable que d'autres de la situation ainsi créée. J'ai assumé, au cours de cette année, des responsabilités extrêmement difficiles. Je mesure donc ma part de responsabilité dans l'échec que nous avons subi.

Mais, si vous me le permettez, n'ayant aucune ambition personnelle à assumer, à revendiquer, je voudrais lancer à ceux qui m'ont souvent accompagné dans des réunions difficiles, à ceux avec lesquels j'ai conservé à travers nos différends des relations amicales, je voudrais lancer, s'il est encore possible d'être entendu, un appel à l'unité. Car je crois que ce qu'attendent de nous les militants et les sympathisants qui nous ont fait confiance, c'est que nous puissions ne pas à nouveau nous déchirer.

J'ai participé dans le passé à des batailles de motions, à plusieurs congrès. Ces batailles étaient rudes. Je crois qu'aujourd'hui, ayant vu l'exemple dans mon propre département, l'heure est à l'examen collectif des circonstances où nous sommes, des responsabilités que les uns et les autres ont assumées, et je vous ai dit que j'assumerai les miennes, mais que l'heure est surtout à l'unité du Parti.

Viendra le moment où l'on verra que tout ce qui a été fait depuis 1981 n'était pas mal et que, s'il y a eu des erreurs, il y a eu aussi des progrès. L'histoire se chargera, je le pense profondément, d'établir un jugement plus serein que celui des 21 et 28 mars.

Mais pouvons-nous encore, ensemble, fraternellement, quelles que soient nos différences et les jugements que nous portons sur telle ou telle décision ou orientation, marcher la main dans la main pour affronter les batailles de 1994 et 1995 ? Moi, je serai à côté de tous ceux qui conduiront ces batailles, ne revendiquant rien pour moi. Je serai à côté de ceux qui conduiront les batailles de 1994, et à côté de celui qui portera nos couleurs en 1995. Mais si nous voulons avoir une chance de redresser la trajectoire aujourd'hui, ne commençons pas par nous déchirer. C'est cet appel que je voulais vous lancer et je vous remercie de bien vouloir l'entendre."

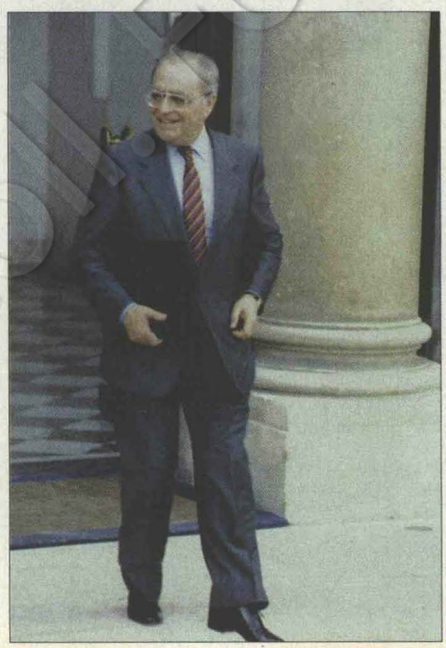
(24 avril 1993).

les déréglements médiatiques

Evénement inédit, le suicide d'un premier ministre interpelle toute la société. Au premier rang, un système médiatique que ni les politiques ni les journalistes eux-mêmes ne comprennent ni ne maîtrisent toujours.

Si "le suicide de Pierre Bérégovoy a provoqué un trouble profond dans le pays", comme le résume justement à sa une "Le Monde", c'est que l'interpellation qui est à la base de tout suicide, toute une société est aujourd'hui amenée à l'entendre, et non quelques proches, quelques amis ou quelques ennemis.
Si c'est la société qui est interpellée, il est normal, il est logique, étant donné le rôle qu'elle y joue, que la presse soit en première ligne de cet examen de conscience. Personne ne peut, certes, dire avec certitude quel élément a fait basculer Pierre Bérégovoy vers l'irréversible. Mais ses proches sont quand même mieux qualifiés que d'autres pour savoir quand et par quoi il a été affecté. La presse ne peut à la fois prétendre, comme elle le fait de plus en plus, au monopole du magistère moral en lieu et place des philosophes, des poètes et des penseurs et refuser de s'interroger sur ses responsabilités.
A entendre des réactions outragées, on peut se demander si certains journalistes ont compris, à moins qu'ils feignent de l'ignorer, le nouveau système médiatique dans lequel ils travaillent. Heureusement que des journalistes aussi attachés à la liberté de la presse que nous le sommes, des Christine Ockrent, des Françoise Giroud, des Jean-François Kahn, nous disent la différence entre l'information, recherche de la vérité toujours bonne à dire, et "la croisade", "l'emballement médiatique" et le "lynchage". Entre la relation précise des faits et les coups de cymbales, le harcèlement, le ressassement qui ponctuent certains journaux de 20 heures, il y a toute la différence qui existe entre l'information et sa mise en scène. "Notre civilisation transforme en spectacle la vie publique. Or, l'action politique n'est pas un spectacle, elle est dure", soulignait Michel Rocard.
Depuis plus d'un an, pour de multiples raisons, les unes tenant carrément à la malveillance politique, les autres à la démagogie à l'égard d'une opinion qui cherche des boucs émissaires à la crise, quand ce n'était pas aux gages donnés au nouveau pouvoir annoncé auquel la révérence ne devait d'ailleurs pas, depuis le 29 mars, manquer, le spectacle donné a été celui de la disqualification du Parti socialiste.
A chaque fois que les socialistes et leurs alliés sortaient la tête de l'eau, une gaule s'abattait sur eux. Nouvelle indépendance des médias face au pouvoir, claironnait-on de partout. L'argument serait plus crédible si, depuis le 29 mars, ne régnait pas cette béatitude pour le gouvernement Balladur qu'a dénoncé Jean-François Kahn. Si le rattachement de Jacques Chirac à l'interministériel avait ouvert le journal de 20 heures, comme l'avaient fait des affaires aussi microscopiques que la consultation de Franck Terrier dans le bureau du ministre de la Ville de Pierre Bérégovoy, sans aucun effet sur l'inculpation de Bernard Tapie, ni d'ailleurs sur son non-lieu, ou le prêt de Pierre Bérégovoy.
La date choisie pour révéler cette pseudo-affaire, le 3 février 1993, alors que Laurent Fabius, affaibli par l'exploitation politique de l'affaire du sang contaminé, avait du mal à conduire la campagne des socialistes, pourrait bien ne pas être innocent. Ce n'est pas nous qui l'affirmons, c'est le patron de "Libération", Serge July, qui a déclaré, le 3 mai, sur les antennes de France 3 : "Je sais que le juge ne va pas être content (il s'agit du juge Jean-Pierre), mais cette affaire, il l'avait sous le coude depuis le mois de novembre." "Libération" l'ignorait-il, lorsqu'il écrivait, le 6 février : "Au cours des perquisitions entreprises, il y a dix jours, chez le notaire et le banquier de Pelat, le magistrat et les gendarmes de la section de recherches de Paris découvrent une reconnaissance de dettes signée de Pierre Bérégovoy" ?
Pierre Bérégovoy était un homme de gauche, un socialiste. Il est quelque chose, au-delà des interprétations et des polémiques, que l'on ne peut faire sans indignité. Certains, comme Edwyn Plenel, s'y sont pourtant risqués : trouver le moyen à partir de sa mort, d'accuser et disqualifier encore et encore les socialistes.

Bernard Chaouat



REACTIONS... REACTIONS... REACTIONS... REACTIONS...

MARCEL CHARMANT, (sénateur et 1er fédéral de la Nièvre)

Vingt-quatre heures avant la mort de Pierre Bérégovoy, dernier pot entre amis. Vendredi 30 avril, à 16 heures, la réunion organisée par les agriculteurs se termine. Pierre invite quelques amis à prendre un pot à la terrasse d'un café, au bord de la Loire. Il veut parler. C'est Nevers et la Nièvre qui le préoccupent. Il analyse, consulte, propose. C'est son habitude, cela ne nous surprend pas, il ne décide jamais seul. La conversation dure un peu plus longtemps qu'à l'accoutumée. Pierre est bien, des clients viennent le saluer. Il veut que l'on reprenne un verre, on a le temps... Ce jour-là, vingt-quatre heures avant le drame, nous nous faisons la même réflexion : il va mieux, il se sort de ce désespoir qui l'avait saisi depuis février et l'affaire du prêt. Hélas... Pierre était un homme de convictions, sincère. Pour lui, la politique était une cause noble, un don de soi. Il avait le souci constant de l'intérêt général, le sens de ses responsabilités. C'est pour cela, je crois, qu'il s'estimait responsable de l'ampleur de la défaite des socialistes au premier tour. Le témoignage de confiance des électeurs pour sa personne au second tour n'avait pu effacer en lui ce sentiment.

GEORGES KIEJMAN

Son suicide "est le résultat d'une blessure profonde qui est née le jour où on a mis en cause son intégrité personnelle. Pierre n'a pas supporté qu'en l'attaquant lui, on remette en cause la réussite d'un enfant du peuple qui avait eu la chance, le bonheur de diriger la nation."

BERNARD KOUCHNER

"Un suicide, c'est d'abord un cri, une grande douleur, une grande solitude. C'est le témoignage que le fardeau était trop lourd. Si Pierre Bérégovoy nous a adressé ce geste, cette demande suprême, c'est pour que les Français se parlent plus, se respectent plus. Les hommes politiques sont toujours des hommes. C'est très fragile un homme, il ne faut pas l'oublier."

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

"La tragédie personnelle de Pierre Bérégovoy est aussi celle de toute la gauche."

BERNARD STASI (vice-président du CDS)

Le suicide de Pierre Bérégovoy "prouve à quel point il s'était engagé avec passion dans la vie politique... Nous avons à faire notre examen de conscience. Il faut pratiquer la politique avec le respect de l'autre."

RAYMOND BARRE

Il était "un homme courageux et responsable... Pour lui, qui avait redonné à notre pays une crédibilité sur le plan monétaire, qui avait, dans les relations franco-allemandes, compris l'importance que peut représenter pour la France une monnaie stable, qui avait réussi, dans le groupe du G7, à donner l'image d'une économie qui avançait un peu mieux que celles de ses partenaires, il est évident que les attaques n'étaient pas justifiées."

REPENSER LA DEFENSE EN EUROPE

le rôle de la France dans l'OTAN

La première cohabitation avait donné lieu à quelques passes d'armes entre le président et le gouvernement en matière de défense. Y aura-t-il cette fois-ci de nouveaux affrontements à propos de ce domaine partagé ?

Il faut tout d'abord noter que le consensus existant en ce domaine n'existe plus. Et que les clivages qui sont aparus ne passent pas, nettement, entre les partis politiques, mais souvent à l'intérieur de ceux-ci. Il pourrait y avoir trois pommes de discorde entre le président et le nouveau gouvernement : sur le maintien du service national, sur la reprise des essais nucléaires et sur le rapprochement entre la France et l'OTAN.

Sur ce dernier point, on pourrait presque dire qu'on joue à front renversé. Les gaullistes sont désormais favorables si ce n'est à la réintégration - mot toujours tabou- du moins à un très net approfondissement des relations.

Alain Juppé proposait, dans "Le Monde" du 6 mars, de participer à un certain nombre d'organismes de l'Alliance comme le Comité des plans de défense. Mais lorsqu'il était ministre de la Défense, Pierre Joxe s'était, à de nombreuses reprises, exprimé dans le même sens, en étant cependant contredit à chaque fois par Roland Dumas et François Mitterrand.

Quels sont les arguments ? Pour les tenants du rapprochement, les choses sont claires, l'OTAN est en train de se réformer. Devant se trouver de nouvelles missions depuis la disparition de la menace soviétique, elle coopère désormais avec ses ex-adversaires et propose de participer au maintien de la paix en Europe non occidentale. Si la France veut peser ses les évolutions en cours, elle doit abandonner la politique de la chaise vide et faire entendre sa voix dans les organes de l'OTAN où elle est absente. De plus, au moment où se met en place timidement une Europe de la défense, la France a besoin en quelque sorte de se dédouaner. Puisqu'elle est toujours soupçonnée par certaines Européens et les Américains de vouloir bouter ces derniers hors d'Europe -malgré l'attitude prise pendant la crise des euromissiles- pourquoi ne pas coopérer complètement au sein de l'OTAN où le poids américain est désormais moins lourd ?

Le camp des partisans du rapprochement couvre en fait deux approches différentes. Pour les uns, la réintégration totale demeurent impensable, autant agir selon la politique du salami et y procéder tranche par tranche. Les autres sont persuadés qu'il y a une réelle possibilité de mieux faire entendre la voix de la France en période de redéfinition politique de l'OTAN et de retrait américain et estime que, de toute façon, l'OTAN demeure une priorité pour les alliés européens.

Mais un tel rapprochement soulève de nombreuses questions. La France ne risque-t-elle pas de rehausser l'attractivité de l'OTAN tant auprès des anciens membres du pacte de Varsovie que des pays autrefois neutres ? Pourquoi se rapprocher de l'OTAN au moment où la menace a disparu, alors qu'on ne l'a pas fait lorsqu'elle était forte ?

A terme, il faut être conscient qu'il ne sera pas possible d'avoir à la fois l'émergence d'une identité purement européenne de défense et l'approbation des Américains. Aussi, de deux choses l'une : soit on veut la première et on doit être prêt à avoir un dialogue franc avec les Américains, soit l'agrément de Washington est perçu comme prioritaire et, en ce cas, il faut oublier tout contre-objectif. Le rôle de la France n'est-il pas de montrer les perspectives européennes à ses alliés ? Elle est en tout cas la seule à pouvoir jouer ce rôle.

Pascal Boniface



Coll. Fondation Res Publica

BREF... EN BREF... EN

■ 53% des Danois voteraient oui au référendum organisé pour la seconde fois, le 18 mai, sur la ratification du traité de Maastricht.

■ Grève générale dans la métallurgie et la sidérurgie en ex-RDA. Le mouvement, entamé le 3 mai, est destiné à obtenir des hausses immédiates de salaires de plus de 20% et, à terme, une égalisation avec les salaires de l'Ouest. Cinquante usines devraient être concernées cette semaine. Décidée à une large majorité des métallos, cette grève est la première d'importance légalement organisée depuis soixante ans.

■ Le G7 (les sept pays les plus riches) affirme sa volonté de relancer la croissance mondiale et d'assurer la stabilité des taux de change. Il a également souhaité la poursuite de la baisse des taux d'intérêt. Le tout, dans une ambiance de sérénité et de coopération qui tranchait avec les réunions précédentes.

■ A Moscou, la célébration du 1er mai a tourné à l'affrontement entre forces de l'ordre et conservateurs, faisant au moins deux cents blessés. Malgré leur défaite au référendum du 25 avril, les forces conservatrices ne baissent pas la garde. Boris Eltsine a annoncé des mesures pour "protéger la société et la population contre la violence politique".

■ Satisfaction chez les Palestiniens et optimisme à Washington après le début des négociations bilatérales de paix. Notamment en raison du retour chez eux de trente Palestiniens expulsés entre 1967 et 1987. Trois groupes de travail ont été formés sur la terre et l'eau, le concept "d'autonomie" et les droits de l'homme dans les territoires occupés.

■ Alors que le Paraguay doit élire, le 9 mai, pour la première fois après trente-cinq ans de dictature, un président civil, les chefs des forces armées menacent la fragile transition démocratique. Ils multiplient les déclarations affirmant que l'armée allait continuer à cogouverner coûte que coûte le pays, avec le parti Colorado (extrême droite) alors que le favori des sondages est Guillermo Caballero Vargas, démocrate-chrétien, et que l'opposant de toujours à la dictature, Domingo Laino, est lui aussi bien placé. Face à cette menace de coup d'Etat, Bill Clinton a adressé un message au président en place, Andres Rodriguez, qui affirme, lui, respecter le verdict des urnes et préserver le processus de retour à la démocratie.

■ Le président du Sri Lanka, Ranasinghe Premadasa, a été tué par l'explosion d'une bombe, alors qu'il conduisait, à Colombo, le cortège du 1er mai. La police accuse l'organisation séparatiste tamoule Litte, qui le nie, d'avoir commis cet assassinat.

REPORT DES ACCORDS DE SCHENGEN

l'Europe bloquée aux frontières

Les Européens devront attendre pour circuler librement dans la CE. La France vient en effet de faire savoir qu'elle n'appliquera pas les accords de Schengen en 1993.

Le ministre des Affaires européennes, Alain Lamassoure, a précisé, le 29 avril, devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, que "les conditions préalables à la libre circulation des personnes ne seront réunies ni d'ici à la fin de l'année 1993 ni même sans doute avant une période assez longue." La France n'appliquera donc pas le 1er juillet 1993 les accords de Schengen et maintiendra les contrôles à ses frontières.

Ce report sine die de la mise en œuvre de "l'espace Schengen" peut laisser planer un doute sur la politique européenne du nouveau gouvernement.

Signés en 1985, indépendamment de la CE, par la France, l'Allemagne et les trois pays du Bénélux, les accords de Schengen prévoient la création, entre les pays signataires, d'un espace de libre circulation des personnes, concrétisé par la suppression des frontières intérieures de l'espace ainsi délimité.

La convention d'application de cet accord a été signée en juin 1990. Neuf des douze pays de la CE devaient s'y rallier (seuls la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark restaient à l'extérieur). La France avait ratifié l'accord, Alain Lamassoure y compris, à une très forte majorité de l'Assemblée nationale en juin 1991.

La réalisation de cet espace, complétant le marché unique assurant la libre circulation des marchandises et des capitaux, s'accompagnait de la mise en place de certaines mesures, destinées à assurer sa sécurité et à renforcer sa protection externe : harmonisation de la politique des visas et du traitement des demandes d'asile, mise en œuvre d'un système informatique de renseignement commun des polices, renforcement de la lutte contre le trafic de stupéfiants notamment.

Pour expliquer la position prise unilatéralement par la France, le ministre des Affaires européennes invoque l'insuffisance de la lutte contre la drogue aux Pays-Bas, les difficultés de l'Italie et de la Grèce à contrôler leurs frontières, les difficultés techniques du système de fichier informatisé. L'Allemagne enfin,



précise Alain Lamassoure, ne peut pas ratifier l'accord avant juillet 1993 puisque la réforme du droit d'asile en cours constitue un préalable à la ratification.

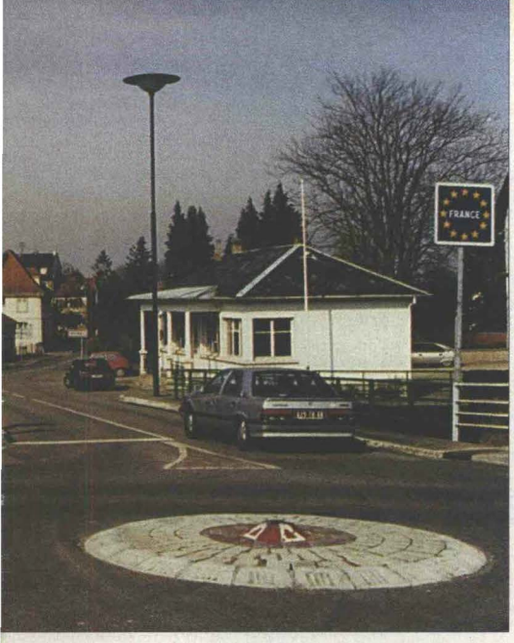
Selon le ministre toujours, tous les pays du groupe de Schengen "font le même constat". L'Espagne, qui préside ce groupe, s'est déclarée prête à étudier les difficultés soulevées par la France, tout en affirmant que "presque tout est

BOSNIE-HERZEGOVINE

la communauté internationale au pied du mur

Avec la décision des Etats-Unis d'entrer en scène, la pression se renforce sur les Serbes. L'Europe étudie toutes les options possibles tandis que l'ONU se mobilise.

Menacé de bombardements par les Américains et soumis à la pression de Milosevic, dont la seule préoccupation est d'obtenir la levée des sanctions qui asphyxient la Serbie, Karadzic a fini par céder et donner son accord au projet Vance-Owen, sous réserve de sa ratification par le "parlement" des Serbes de Bosnie-Herzégovine. Lorsque celui-ci se sera prononcé et quelle qu'aura été sa réponse, la communauté internationale se trouvera, cette fois pour de bon, au pied du mur. En cas de nouveau refus des extrémistes serbes, elle devra durcir son intervention en tranchant le débat entre Américains partisans de la manière forte (frappes aériennes, armement des



prêt pour que l'accord puisse entrer en vigueur dans le courant de cette année."
Si la plupart des arguments avancés sont fondés, certains voient cependant dans cette décision une concession faite aux antiMaastricht de la nouvelle majorité, et notamment à Charles Pasqua, ce qui risque de placer Alain Lamassoure dans une position difficile par rapport à ses amis de l'UDF.

On se souvient que, lors de la campagne pour le référendum sur la ratification du traité de Maastricht, ses opposants avaient fait de la suppression des frontières un de leurs principaux chevaux de bataille antieuropéens au nom d'une approche sécuritaire et nationaliste exacerbée. Le parallèle avec le choix d'aujourd'hui s'impose. Alors que les difficultés économiques et sociales s'amoncellent sur la CE et que les retards de la ratification du traité de l'Union européenne ralentissent quelque peu la poursuite de l'intégration de la CE, n'eut-il pas mieux valu tenter de faire avancer Schengen ?
Conscient du mauvais effet de ses déclarations, Alain Lamassoure a tenu à affirmer que la "France mettrait tout en œuvre" pour appliquer, le plus rapidement possible, les accords. En effet, sans méconnaître la réalité des questions de sécurité, favoriser la libre circulation des personnes dans l'espace Schengen, n'est-il pas aussi important pour la construction européenne et la perception de la réalité de l'Europe que la circulation des capitaux et des marchandises ? Notamment à la veille du référendum danois pour la ratification du traité de Maastricht.

Ghislaine Toutain

Bosniaques) et Européens qui s'en tiennent toujours au renforcement du blocus. En effet, les Etats-Unis viennent de décider de s'engager dans le conflit bosniaque, comme le candidat Clinton l'avait suggéré au cours de sa campagne.
Le président américain a dépêché en Europe son secrétaire d'Etat, Christopher Warren, pour convaincre les Européens, fort réticents jusqu'à présent, de la nécessité de mesures militaires -aériennes tout au moins- si l'accord d'Athènes, était rejeté par le "parlement" des Serbes de Bosnie, ou si aucun changement d'attitude n'était constaté malgré sa signature. En adoptant finalement cette position, les Américains répondent à des considérations autant humanitaires que stratégiques. Ils redoutent, en effet, que les conquêtes serbes ne s'arrêtent pas aux frontières de la Bosnie et qu'elles n'entraînent une extension du conflit à l'ensemble des Balkans. Peu confiants dans les Serbes, ils estiment nécessaire de maintenir la pression quoi qu'il arrive.
Au cours de sa tournée en Europe et en Russie, Christopher Warren aura rencontré l'ensemble des dirigeants européens, dont François Mitterrand, François Léotard, ministre de la Défense et son homologue, Alain Juppé, mardi 4 mai.
Dans l'hypothèse où l'accord serait accepté, il faudrait le faire appliquer, en imposant l'arrêt des combats et la restitution par les forces serbes du tiers des territoires qu'elles ont conquis, avant de s'attaquer à la complexe réorganisation de l'espace de la Bosnie-Herzégovine prévue par les médiateurs internationaux et qui constitue, en fait, une partition ethnique de la Bosnie-Herzégovine, avec l'aval de l'ONU. Quoi qu'il en soit les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies se sont réunis dès le 3 mai pour amorcer le mécanisme de mise en œuvre du plan Vance-Owen qui serait placé sous le "contrôle politique et stratégique de l'ONU" et dont le commandement militaire serait confié à un groupe de pays membres de l'OTAN.
Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, estime que 60.000 à 75.000 soldats seront nécessaires pour assurer la cessation effective des hostilités, la séparation des forces, le contrôle des armes lourdes, la démilitarisation de Sarajevo, le découpage, enfin, de la Bosnie en dix provinces autonomes.
Ce serait aussi la plus vaste opération de maintien de la paix jamais réalisée par l'ONU. Certains se demandent quelle place les Etats-Unis y prendront, alors que l'opinion américaine est majoritairement hostile à toute intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie et que la classe politique elle-même est divisée sur ce sujet. Les Etats-Unis ont indiqué qu'ils pourraient contribuer pour moitié au moins au contingent nécessaire, composé aussi de Français, d'Espagnols, de Canadiens, de Néerlandais et, peut-être, de Russes et de Norvégiens.
Mais cette étape est encore loin d'être atteinte.

Maurice Lazar

PETITES ANNONCES
☎ 45.56.78.57

18701

Ville d'Aurillac
Préfecture du Cantal
33.000 habitants
recrute son

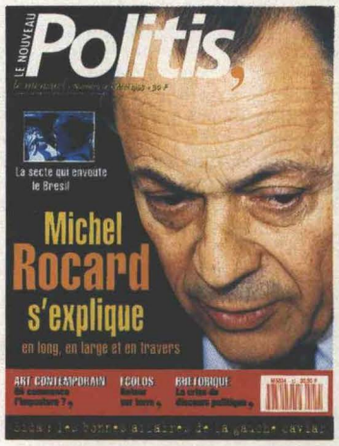
DIRECTEUR(TRICE) DE CABINET

Chargé(e), sous l'autorité du Maire :
- de l'animation du Cabinet
- du suivi du Service Information et Communication, en liaison avec le Directeur de la Communication.

PROFIL
- une expérience dans un poste similaire est souhaitée
- le poste est ouvert, de préférence, à un agent de la Fonction publique territoriale
- cadre A - cadre d'emploi des Attachés territoriaux
- une grande disponibilité et une forte motivation sont indispensables.

Poste à pourvoir au 1er septembre 1993
Date limite de dépôt des candidatures : 30 juin 1993

Lettre de candidature et C.V. sont à adresser à :
Monsieur le Maire - Hôtel de Ville
BP 509 - 15005 AURILLAC CEDEX



Le mensuel N° 12 mai 1993
Adoptez la famille !
l'hebdo, le mensuel, la revue
Abonnez-vous à *Politis*,
C'est le moyen le plus efficace de nous aider à tenir la gageure d'une presse engagée et libre !

OFFRE SPÉCIALE 3 MOIS = 250 F
12 fois l'hebdo + trois mensuels + la revue
Nom .....
Adresse .....
Politis, 2b rue Jules Ferry, 93100 Montreuil ☎ 49.88.29.00

post-scriptum

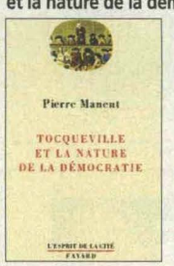


ALEXANDRE DUBCEK
"C'est l'espoir qui meurt en dernier"



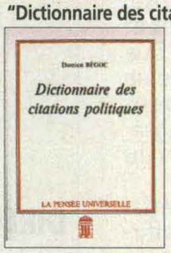
Destinée unique et livre clef. Cette autobiographie, que Dubcek avait pratiquement terminée au jour de son fatal accident d'automobile, traverse le siècle et donne à comprendre ce qui s'est passé à l'Est du continent depuis les années 20. Et comment un homme imprégné de tradition luthérienne a pu s'accomoder d'une éthique si différente. Le lecteur attend évidemment 1968, le Printemps de Prague, lorsque Dubcek lança son spectaculaire programme de réformes. La trahison de Husak. L'intervention soviétique. Jan Palach. La normalisation... Les négociations avec Brejnev et Kossyguine. Puis la parenthèse jusqu'à la Révolution de velours. "Qu'est-il advenu de notre grand rêve ? Et pourquoi ?"
Fayard, 456 p., 150 F.

PIERRE MANENT
"Tocqueville et la nature de la démocratie"



Pour la pratiquer depuis deux siècles, savons-nous bien ce qu'est la démocratie ? Que voulons-nous quand nous demandons toujours plus de démocratie ? Il est plus nécessaire que jamais d'en comprendre la nature, aujourd'hui qu'elle s'affirme comme notre seul horizon politique.
Dans cette interrogation, Pierre Manent prend référence chez Tocqueville pour qui la question de l'homme démocratique, c'est la passion de l'égalité. C'est par là que l'homme démocratique est et reste nouveau. Mais, paradoxe dont il faut s'accomoder : l'égalité est un état naturel perdu que l'on ne retrouve qu'au prix de l'intervention de cet énorme artifice qu'est l'Etat central.
Fayard, 196 p., 120 F.

DAMIEN BEGOC
"Dictionnaire des citations politiques"



Rien de plus inique pour un écrivain que de devoir se faire éditer à compte d'auteur. Mais, étudiant de 22 ans, Damien Bégoc a cru à son idée de ce dictionnaire. 1.000 citations de 400 auteurs, classées sous 500 mots clefs, d'Aristophane ("Où l'on est bien, là est la patrie") à François Mitterrand ("On crée pour l'éternité, même si elle se charge de démentir").
Ce dictionnaire mérite le succès qui ouvrira la voie à une seconde édition. Enrichie. Et chez un autre éditeur que celui-ci qui installe en tête de la première page : Achar Marcel (sic). Mais, de l'auteur de "L'Idiote", la citation ne manque pas d'à propos : "La justice coûte cher, c'est pour ça qu'on l'économise."
La Pensée universelle, 242 p., 92 F.

PIERRETTE FLEUTIAUX
"Sauvée"



Déjà, dans "L'Histoire de la chauve-souris" et plus encore dans "L'Histoire du tableau", Pierette Fleutiaux entraînait ses lecteurs, comme par diffraction, vers des zones où la réalité perd pied. Dans cette filiation, "Sauvée" se présente comme une série de nouvelles, ou plutôt une succession de nouvelles. Comme un texte unique. Progression par épisodes du récit d'une même narratrice. Un peu hors normes dès le premier texte, de fantasmes en enfermement, Nadia constate qu'elle se retrouve très loin, à côté de l'existence, à ne plus savoir qui elle est. Et son trouble diffuse.
Gallimard, 182 p., 88 F.

"Journal de l'année"



Pour ses 37 ans, le "Journal de l'année" fait peau neuve. Reliure souple, mise en page modernisée, rubriques nouvelles, important cahier de photos couleur.
Plus attrayant, plus commode, il continue d'être la meilleure banque de données sur l'année écoulée : chronologie de 1992, dossiers, mots nouveaux, débats d'idées, etc. Pour l'analyse des faits et des évolutions dans tous les domaines et dans le monde entier.
Larousse, 402 p., 160 F.



SERGE KOUSSEVITZKY



Aucun chef d'orchestre n'a suscité ou créé autant d'œuvres majeures. Tous les compositeurs du XXe siècle ont écrit pour lui : Bartok, Prokofiev, Stravinsky, Roussel, Honegger, Hindemith, Milhaud, Scriabine, Bernstein, Messiaen. Et c'est lui, Koussevitzky, qui a demandé à Ravel la fameuse orchestration des "Tableaux d'une exposition" de Moussorgsky, qu'il créera en 1924.
Voici ces "Tableaux" dans l'enregistrement de 1930 -le premier et d'une qualité étonnante-, avec l'Orchestre symphonique de Boston : "son" orchestre, impeccable de précision et saisissant de dépouillement. Et, de l'ami Ravel, un "Boléro" implacable et une "Valse" tragique. Document impressionnant.
RCA, 61392, 75' 11", env. 120 F.

MARC BLITZSTEIN
"Regina"



A contrepied d'un complexe faisceau d'idées reçues, voici que le XXe siècle -tenu pour être celui de la mort de l'opéra- se révèle peu à peu d'une richesse et d'une diversité telles en matière lyrique, que, bien plus tôt, c'est sa vitalité qui éclate. Concourent à ce renversement d'opinion, l'apparition, en France, d'une bonne demi-douzaine de compositeurs d'opéra, de Philippe Fénelon à Pascal Dusapin ; la révélation récente des opéras dits de "musique dégénérée" tués dans l'œuf par le nazisme ; la découverte, ces jours-ci, par les publics parisien et bordelais, que "Le Château de Barbe Bleue", de Bartok, est l'un des opéras majeurs de tout le répertoire ; l'évidence, enfin, d'une forme américaine d'opéra, de Gershwin à Bernstein en passant par Blitzstein.
Blitzstein, qui revendiquait sa triple condition de juif, de communiste et d'homosexuel (au temps de l'Amérique maccarthyste !), était un compositeur complètement de son époque. "Regina", sur un livret cousu main, est un opéra efficace et étonnant, avec des pages de toute beauté. Magnifique interprétation -Samuel Ramey en tête- dirigée par John Mauceri
Decca, 2 CD, 152' 24", 433812, env. 250 F.

Les Cinglés du music-hall 1939
Les Cinglés du music-hall 1940



Cette collection fera plaisir à papy et à vous aussi, jeunes insolents qui ricanez à l'évocation des grands noms du music-hall : Johnny Hess, Suzy Solidor, Rina Ketty et à leurs succès (on ne disait pas encore "tube" encore moins "hit"). "Je suis swing", zazoueyant ; "Dédé de Montmartre", canaille ; "On ira pendre notre linge sur la ligne Siegfried", optimiste...
C'est le music-schizo-hall-ogue de France-Musique, Jean-Christophe Averty, qui est à l'origine de cette excellente collection issue de sa non moins excellente émission. Une très belle et instructive anthologie dont on attend déjà la suite.
Fremeaux-Arenthon/Night & Day, 75' 43", 77' 31", env. 120 F.

CARLA BLEY & STEVE SWALLOW
"Go together"



"Chante-moi doucement le blues", demande Carla. "Peau douce", répond amoureusement Steve. Une amoureuse complicité presque gênante pour l'auditeur qui débarque dans tant de sensualité avec ses grandes oreilles envahissantes. Gêne qui ne dure pas bien longtemps, car il ne faut pas bouder ce plaisir tant attendu d'ouïr enfin sur CD le répertoire que ces deux amoureux peaufinaient depuis deux ou trois ans.
Déjà, on se délectait de voir Carla Bley au piano, la "Fleur carnivoire" si fière et admirative de son compagnon bassiste. Quant à Steve Swallow, c'est peu dire qu'il jouait avec la plus amoureuse dévotion les compositions de sa compagne. Cette parfaite connivence de la scène se retrouve intacte sur ce "Go together".
Watt/ECM/Polydor, 52' 55", env. 130 F.

CINEMA

"Pétain"

Le pétainisme, ou les rapports entre Pétain et les Français. Tel est le sujet du film réalisé par Jean Marbœuf, d'après un livre de Marc Ferro. Le résultat est ambigu à plus d'un titre. Tout d'abord, dans cette reconstitution, qui veut respecter la vérité historique, les protagonistes, Pétain et ses ministres, sont des personnages réels. Tandis que le peuple, lui, est représenté exclusivement par le petit personnel de l'Hôtel du Parc, c'est-à-dire par des personnages de fiction. Grooms, soubrettes, cuisiniers ou militaires, dont l'histoire est inventée. Autre difficulté, les interprètes. Trop connus, donc pas assez crédibles. Dufilho est plus Dufilho que Pétain et Jean Yanne plus Jean Yanne que Laval. Enfin, et ce n'est pas le moins grave, Pétain est présenté comme un vieillard velléitaire, manipulé par ses ministres, en particulier par Laval. C'est à peine s'il serait responsable !
Pétain, ont dit certains, "a tenté de sauver l'essentiel face à l'occupant." Inexact. C'est entre juin et novembre 1940 que l'essentiel des lois antijuives, antipartis et antirépublicaines ont été adoptées et appliquées. Dans la réalité, d'emblée, le régime emprisonne et fusille. La reconstitution, elle, traduit mal ce drame. Dans les hôtels de Vichy, elle a plutôt un petit côté opérette.
Sur le même sujet, on ne peut éviter la comparaison avec "L'Œil de Vichy", sorti il y a deux mois, mais constitué exclusivement d'images d'actualité de l'époque. Et l'on préfère le film de Claude Chabrol, beaucoup plus fort, et apportant la preuve irréfutable de la trahison.

C.P.



◀ *Jacques Dufilho.*

PAGE CULTURE ETABLIE PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

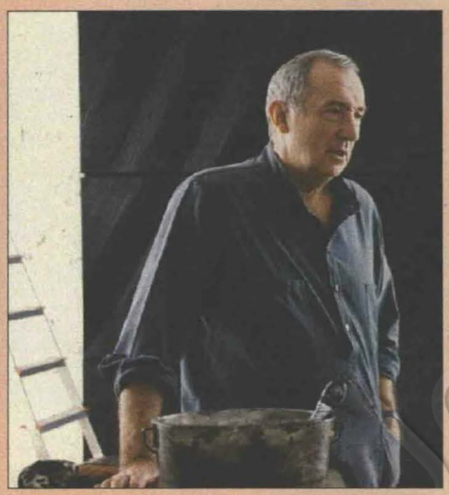
PIERRE SOULAGES

Peintre du noir et de la lumière, aux toiles monumentales, Pierre Soulages est l'une des grandes figures de l'art contemporain et l'un des rares peintres français vivants bénéficiant d'une renommée internationale.

Pourquoi cette passion pour le noir ?
Parce que ! Si je vous fais cette réponse péremptoire, c'est que c'est quelque chose qui s'est imposé à moi. En fait, il y a eu trois phases. Au départ, j'ai utilisé le noir pour faire exister et vivre la lumière des blancs. Par contraste. Ensuite, ce fut le noir pour le plaisir du noir. Enfin, depuis 1979, c'est le reflet de la lumière sur le noir qui devient essentiel. La lumière prend une qualité particulière quand elle est reflétée par le noir. Elle est reflétée différemment lorsqu'il s'agit de stries de la brosse qui dynamisent une surface, ou au contraire lorsqu'il s'agit d'une surface lisse, sur laquelle la lumière s'apaise. C'est la texture qui transforme la lumière. Si l'on étudie de près mes toiles, une surface striée par la brosse, par exemple, en faisant une coupe transversale, on remarque de fins dièdres juxtaposés. Mais certains angles sont aigus, d'autres obtus. Ils sont tous différents. Ce qui fait que chaque face de ces dièdres a un reflet différent.

Les instruments sont-ils importants ?
Ils ont une importance capitale. J'ai toujours fabriqué mes instruments. Chacun recèle en lui des possibilités de forme. Quand je suis arrivé à Paris, les boutiques des marchands de couleurs pour artistes m'ont horrifié, avec leurs pinceaux superbes, mis au point pour faire de la peinture pointilliste, ou bombés pour faire des nus à la Rubens. On sentait déjà le résultat dans le pinceau. Dégoûté, je suis allé immédiatement chez un marchand pour peintre en bâtiment. Puis, je me suis aperçu que le mieux était de les faire moi-même.
Au Japon, par curiosité, j'ai acheté quelques pinceaux, mais ils ne sont pas non plus faits pour moi. Ils sont fabriqués pour la trace qu'ils laissent. Sur le manche, on indique leur utilisation : l'un est fait pour les feuilles de bambou, tel autre pour le style d'écriture qu'on appelle "herbe coupée". Tel autre pour les textes bouddhiques sacrés.

"C'est en peignant que j'apprends ce que je cherche", avez-vous déclaré...
C'est vrai. J'aborde mes tableaux sans préjugé. Certes, j'ai des habitudes, auxquelles j'essaie d'échapper, des goûts qui se retrouvent d'un tableau à l'autre. Mais, chemin faisant, c'est la réalité de la peinture, beaucoup plus riche que ce que je pourrais imaginer, que j'interroge, qui me provoque et me pousse à continuer. Et, à un moment donné, je vois une forme qui se dessine, qui me paraît aller au fond des choses, au fond de moi en tout cas. Et, à ce moment-là, c'est le tableau qui naît. C'est tout a fait le contraire de certains artistes qui ont un travail d'imagination préalable et dont l'œuvre ne fait que concrétiser cette préparation. L'un d'eux expliquait que, si un appareil avait pu photographier ce qu'il avait dans la tête, au fond, il aurait pu se dispenser de peindre.



C'est au moment de l'impressionnisme que se fait la rupture et qu'on a pris conscience que l'art est toujours ouvert vers quelque chose que l'on ne connaît pas. Comme la science.

Pourquoi, depuis si longtemps, s'intéresse-t-on à ce rectangle de toile recouvert de peinture qu'on nomme un tableau ?
Bien avant ce rectangle, on peignait sur les murs des grottes. A Lascaux, la peinture appartient à l'espace de la grotte. Le rectangle transportable est apparu au Moyen Age, au moment où le commerce s'est développé, quand la peinture a cessé d'appartenir à une architecture. Puis, sont apparus les retables. Lorsque j'ai accroché mes tableaux, entre sol et plafond, à distance du mur, sur des câbles, Georges Duby m'a fait remarquer que je retrouvais la tradition des retables.

Qu'est-ce, pour vous, que l'art moderne ?
L'art a toujours été moderne ! Depuis les origines, il a toujours changé ! Mais, pour répondre plus précisément, je crois que c'est au moment de l'impressionnisme que se fait la rupture et qu'on a pris conscience que l'art est toujours ouvert vers quelque chose que l'on ne connaît pas. Comme la science. Personnellement, j'ai toujours fui les groupes, les écoles, les chefs, les théories. Voyez les impressionnistes. Si l'on cherche ce qu'il y a de commun entre Pissaro et Manet, ce qu'ils sont réellement nous échappe. Ce qui est intéressant, c'est ce qu'ils ont d'unique.

Où en sont les vitraux de l'abbatiale de Conques ?
Quand on m'a proposé de faire ces vitraux, je me suis dit qu'il fallait rendre cette abbatiale à sa propre lumière. Cette architecture a été conçue avec la lumière. Les fenêtres du sud de la nef sont plus grandes que celles du nord. Au transept, c'est l'inverse. Pour des raisons symboliques. Le Nord, c'est le côté de la mort, du malheur, du Malin. Le Sud, c'est le côté de la vie, de la lumière, de la résurrection. J'ai donc commencé à chercher une lumière et à fabriquer un verre particulier. J'ai travaillé pendant quatre ans pour le mettre au point. Par les quatre-vingt dix-huit fenêtres, c'est une lumière naturelle qui viendra éclairer les trois sortes de pierres, le calcaire ocre clair, le grès rouge et le schiste bleuté.

L'Etat a-t-il un rôle à jouer à l'égard des peintres ?
Sûrement, pour l'enseignement. On ne forme pas assez l'œil, dans les lycées, ni la sensibilité, ni le pouvoir d'attention, d'observation. On devrait pouvoir y arriver avec la télévision. Cela ne coûterait pas cher à l'Etat de faire des films d'initiation au dessein, à la peinture. La peinture est la parente pauvre de la télévision. Si l'on en parle, c'est à une heure du matin. Pourtant, apprendre à regarder permettrait que les gens n'aillent pas dans les musées pour s'ennuyer en défilant devant les tableaux. On aimerait les voir prendre de l'intérêt, du plaisir. Sur le fronton de Chaillot, on peut lire une phrase de Valéry : "N'entrez pas sans désir." Mais le désir, il faut le créer, le susciter. Le rôle du peintre dans la société est d'offrir aux hommes des possibilités de rêve ou de méditation, d'interrogation de soi-même. Je crois qu'on ne peut pas vivre sans art.

Propos recueillis par Claude Polak

Quatre-vingt dix musées, dans le monde, exposent en permanence les œuvres de Soulages. En France, entre autres, Paris (Centre Pompidou et musée d'Art moderne), Marseille (musée Cantini), Toulouse (musée des Augustins), Saint-Etienne (musée d'Art moderne), Villeneuve-d'Ascq (id.), Saint-Paul-de-Vence, (Fondation Maeght), etc.

L'esprit de service.



COMPAGNIE CORPORATE

Notre ambition

est d'être avant tout

un service public.

Chaque jour,

chacun d'entre nous est là

pour vous l'assurer.

EDF
Electricité de France

Coll. Fondation Jean-Jaurès